

Sommaire :

Actu.

- Deux temps forts
au mois de mars p 2
- Négociations
dans la Fonction publique p 3

Service public

- L'alternative solidaire p 8
- Des enjeux majeurs p 10
- Les services départementaux .. p 12

DOM

- Tous ensemble dans l'action ! .. p 14

Le Dossier

- Conjuguer l'égalité au féminin .. p 15

Retraites

- Pensions des fonctionnaires ... p 19

Actu.

- Les pieds dans le plat p 23

Action sociale

- Prestation crèche p 24

Vie syndicale

- 24^{ème} congrès p 25
- 3 questions à ...
Luc Pabœuf, UD Gironde p 26
- Relaxe pour
les 4 de La Rochelle p 27

Europe

- Directive Bolkestein p 28
- Congrès de
FASP-CCOO (Espagne)
et de la CGIL (Italie) p 30
- Allemagne p 31

Rédaction : UGFF

263 rue de Paris - Case 542

93514 MONTREUIL CEDEX

Tél. : 01.48.18.82.31 Fax : 01.48.18.82.11

Mél : ugff@cgt.fr — Site : www.ugff.cgt.fr

Directeur de la publication :

Bernard Branche

N° Commission Paritaire : 0907 S 06197

Prix : 1,5 €

Réalisation :
Publi 91
Com

4, rue Saint Lubin - 45300 Yèvre-le-Châtel

Publicom91@wanadoo.fr

Tél. : 02 38 32 50 06 - Fax : 02 38 32 50 07

A l'occasion de son prochain congrès en mars, l'UGFF a invité, outre la secrétaire générale de la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics, des représentants de syndicats de Belgique (CGSP), Italie (CGIL) et Espagne (CC.OO).

Deux d'entre eux tenaient leurs propres congrès en ce début d'année : la fédération de la fonction publique de la CGIL ainsi que la fédération des administrations et services publics des commissions Ouvrières d'Espagne (FSAP-CCOO).

Cela a donné lieu à des invitations croisées avec un représentant de l'UGFF à chacun de ces congrès.

Echos du congrès de la FSAP - CC.OO (25 au 27 Janvier) ...

Défendre des services publics de qualité, faire progresser la démocratie sociale. Tels étaient les slogans du congrès.

A quoi nos camarades ajoutaient le souci permanent de développer la syndicalisation. On remarquera que l'Espagne est un des rares pays d'Europe où la syndicalisation est en progression constante depuis plusieurs années.

Tout en dénonçant les externalisations et les privatisations dans les administrations et services publics, la FSAP se bat pour faire entrer, sous une convention collective commune, tous les agents intervenants, y compris ceux appartenant à des entreprises sous délégation ou en sous-traitance.

La revendication centrale reste celle d'un statut de la Fonction publique, qui permette d'assurer un développement de la négociation collective.

Les principaux axes revendicatifs : développement de l'emploi public et lutte contre la précarisation, augmentation des salaires avec un salaire minimum porté à 1000 €, semaine de 35 heures, mise en place de régimes complémentaires de retraites, développement de la formation sous gestion paritaire...

Au plan de l'Europe, les délégués ont débattu de la difficulté de passer de la « lutte contre » à la « mobilisation pour ».

La FSAP estime indispensable

que le syndicalisme européen aboutisse à des propositions alternatives à imposer aux institutions de l'U.E. Il appuie la lutte de la FSESP pour une directive cadre qui mette les services publics hors du champ commercial et qui respecte le droit des autorités nationales régionales et locales à répondre aux besoins des populations.



... et de celui du congrès de la Fonction Publique - CGIL (14 au 17 février)

Le slogan du congrès était : « produire des biens publics et assurer l'égalité des droits ». Le rapport du secrétaire général a mis en avant la nécessité d'une grande bataille unitaire pour l'emploi public. Il s'agit non seulement de s'attaquer à une précarité qui se développe mais de repenser les finalités de l'intervention publique pour produire des biens communs accessibles à tous, quelque soient les lieux de vie. On ne peut en rester au concept d'Etat-providence, l'Etat doit assurer les droits.

Des moyens nouveaux sont nécessaires pour le service public et nécessitent une politique de relance économique « qui ne peut pas passer par le libéralisme » Le secrétaire général a salué le mouvement

alter mondialiste et s'est félicité du « non » français, hollandais et suédois au projet de traité constitutionnel. Il a également pointé la directive Bolkenstein et les limites des compromis en court. « L'Europe est de plus en plus identifiée par les citoyens au travers d'une politique de mise en cause des droits des citoyens », dit-il.

En conclusion, face aux mêmes politiques libérales à l'œuvre en Europe et aux dégâts qu'elles provoquent, le congrès de la Fonction publique CGIL montre la possibilité de faire vivre d'authentiques convergences pour des politiques alternatives en Europe.

TRES IMPORTANTES ACTIONS DE GREVES EN ALLEMAGNE

Depuis le 10 Février les salariés de services publics allemands (Hôpitaux, voirie, nettoyage, services administratifs...) ont engagé de très importantes actions de grèves.

Ce qui a mis le feu aux poudres c'est la décision d'augmenter la durée du travail, sans compensations salariales. Et non seulement il n'est prévu aucune compensation salariale mais de plus les dirigeants des Länders veulent dans le même temps supprimer la prime de Noël !

Une situation qui n'est pas si éloignée que ça de celle que nous connaissons en France.

Car en Allemagne aussi on « justifie » de telles mesures par des difficultés budgétaires. Celles-ci résultant d'une chute des rentrées fiscales en raison de réformes fiscales et d'une faible croissance. La baisse du pouvoir d'achat, que confirment toutes les études, pesant sur la consommation et sur la croissance.

Ainsi, « le pacte pour l'emploi » qui intégrait la « modération salariale » comme levier au service de l'emploi montre -t-il aujourd'hui non seulement son inefficacité - il y a eu dans le même temps augmentation du chômage - mais aussi ces effets extrêmement nocifs, entraînant le pays dans les difficultés économiques et des reculs sociaux.

Les salariés des services publics combattent cette spirale de régression économique et sociale par des grèves tournantes qui, malgré de multiples manœuvres, connaît un large soutien parmi la population.

Opposer les salaires et l'emploi c'est perdre sur les deux tableaux. En Allemagne comme en France.

Les organisations CGT de la fonction publique ont adressé un message de solidarité au syndicat Ver-Di.

Au-delà, nos luttes donnent à cette solidarité toute sa dimension pour qu'en Allemagne comme en France on renonce à ne considérer les services publics qu'en terme de variable d'ajustement et que l'on place la réponse aux besoins au centre des politiques économiques et sociales.

